

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 7–11 novembre 2005

RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour information*



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2005/9-C/1
12 septembre 2005
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉE PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2005—HAÏTI 10382.0

Assistance aux personnes affectées par l'insécurité alimentaire en périodes de crise

Nombre de bénéficiaires	550 000
Durée du projet	Deux ans (1er mai 2005–30 avril 2007)
Quantité totale de produits alimentaires	46 750 tonnes
Coût (dollars E.-U.)	
Coût pour le PAM	39 926 889
Coût des produits alimentaires pour le PAM	17 815 867

* Conformément aux décisions relatives à la gouvernance que le Conseil d'administration a approuvées à sa session annuelle et à sa troisième session ordinaire de 2000, les documents soumis au Conseil pour information ne sont discutés que si un de ses membres le demande expressément, suffisamment avant la séance, et si la présidence décide de faire droit à cette demande, considérant qu'il s'agit d'une utilisation appropriée du temps du Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional de Panama et Directeur des bureaux de pays (ODPC): M. P. Medrano Rojas tél.: 066513-2323

Attachée de liaison principale, ODPC: Mme S. Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter l'Assistante administrative de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2645).



RESUME

1. La pauvreté extrême, jointe à l'instabilité politique, sociale et économique et à des catastrophes naturelles récurrentes, a exacerbé la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire de vastes secteurs de la population; les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes sont particulièrement exposés. L'instabilité s'est aggravée au début de 2004 à la suite d'une insurrection urbaine qui a débouché sur la chute du gouvernement et le déploiement d'une force multinationale intérimaire. Des inondations sont ensuite venues dévaster le pays en mai et septembre 2004.
2. Le gouvernement intérimaire et la communauté des donateurs sont confrontés à de sérieux défis dans l'actuelle situation de transition: il faut simultanément faire face aux besoins immédiats après les crises, organiser des élections, rétablir la sécurité, stabiliser l'économie et renforcer les capacités institutionnelles.
3. La couverture et l'efficacité des services de santé sont réduites, particulièrement en milieu rural. Avant 2004–2005, moins de 4 pour cent du budget était consacré au secteur social, mais cette proportion a atteint 20 pour cent dans le dernier budget. La couverture moyenne des programmes de vaccination au plan national n'est que de 25 pour cent et, dans certaines communes rurales, ne dépasse pas 12 pour cent. Les mauvaises conditions d'hygiène et l'accès limité à l'eau salubre contribuent à une incidence élevée d'infestation par les parasites et de diarrhée, particulièrement chez les enfants.
4. La situation des enfants haïtiens est parmi les pires qui soient dans la région: les taux de mortalité des nouveau-nés et des enfants de moins de 5 ans sont élevés; la malnutrition chronique constitue le principal problème de nutrition chez les enfants de moins de 6 ans, dont 32 pour cent souffrent de retard de croissance, taux qui atteint jusqu'à 48 pour cent dans plusieurs régions.
5. Selon les estimations de l'Initiative pour les micronutriments et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 32 pour cent des enfants de moins de 6 ans souffrent de carences infracliniques en vitamine A; 55 pour cent des femmes et 65 pour cent des enfants d'âge préscolaire souffrent d'anémie. Seulement 12 pour cent des ménages utilisent du sel iodé et il n'existe aucune politique nationale visant à en accroître la disponibilité dans le commerce.
6. Haïti est le pays des Caraïbes qui compte le plus grand nombre de personnes vivant avec le VIH/sida: en 2003, 280 000 personnes étaient infectées, dont 50 pour cent de femmes. La prévalence nationale est actuellement de 4 pour cent et atteint, selon les estimations, 10 pour cent dans certaines régions urbaines. Plus de 200 000 enfants ont perdu un de leurs parents, voire les deux, par suite du VIH/sida.
7. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10382.0 suit une approche flexible visant à satisfaire les besoins alimentaires immédiats des personnes affectées par les crises et à aider les personnes les plus vulnérables des départements ciblés à recouvrer leur sécurité alimentaire.
8. L'IPSR 10382.0 regroupe l'opération d'urgence 10347.0 actuellement en cours, l'IPSR 10275.0 et les activités 1 et 3 du programme de pays 10217.0 en une opération cohérente d'une durée de deux ans. Elle touchera 550 000 bénéficiaires par le biais de: i) la composante secours, qui permettra au PAM de faire face rapidement et de façon adéquate aux besoins d'urgence en Haïti (15 pour cent des ressources alimentaires); et ii) la composante redressement, qui comportera des activités communautaires de nutrition (par exemple éducation nutritionnelle et enrichissement des aliments), une aide alimentaire aux



personnes qui vivent avec le VIH/sida et la tuberculose et des activités vivres pour les moyens de subsistance (85 pour cent des ressources alimentaires).

9. Le PAM jouera un rôle important dans les domaines de l'alerte rapide, de la préparation de plans d'intervention en cas d'urgence et de la planification des secours. Il prépositionnera des stocks qui permettront d'intervenir immédiatement en Haïti, mettra au point une méthode d'évaluation rapide des besoins et participera à une opération interorganisations de planification des interventions en cas d'urgence.

